

# LE TEMPS

---

**gouvernance** Lundi 11 octobre 2010

## Le FMI prend une demi-mesure contre la guerre des changes

Par Mathilde Farine, avec les agences

**Alors que les tensions montent sur fond de «guerre des changes», l'assemblée de l'institution a appelé à un renforcement futur de la procédure de surveillance des monnaies**

Les Etats membres du Fonds monétaire international (FMI) se sont mis d'accord pour un renforcement futur de la procédure de surveillance des monnaies. C'est la principale conclusion de l'assemblée annuelle de l'institution, qui s'est tenue ce week-end à Washington et qui a échoué à se mettre d'accord sur des mesures plus concrètes pour contrer les déséquilibres de l'économie mondiale et en particulier ceux des taux de change.

La réunion s'est tenue dans un contexte de tensions croissantes sur les taux de change et de menaces de protectionnisme. Des interventions de plusieurs pays pour affaiblir le cours de leur devise avaient en effet poussé certains dirigeants, Brésil en tête, à évoquer une «guerre des changes».

«Même si le système monétaire international s'est montré résistant, des tensions et des vulnérabilités demeurent du fait de l'élargissement des déséquilibres mondiaux, de la volatilité persistante des flux de capitaux, des fluctuations des taux de changes, et des questions relatives à l'offre et l'accumulation de réserves», a indiqué dans un communiqué le Comité monétaire et financier international, l'instance chargée de définir les grandes orientations du Fonds et représentant les 187 Etats membres. «Nous appelons le Fonds à approfondir son travail dans ces domaines, y compris par des études détaillées pour contribuer à accroître l'efficacité des politiques pour gérer les flux de capitaux.»

Peu concrète, cette issue à l'assemblée annuelle du FMI porte un coup aux espoirs d'apaisement des tensions de ces dernières semaines. L'Ukraine, par exemple, a affirmé qu'elle pourrait bien «être le prochain pays émergent à considérer des mesures de contrôle des capitaux pour éviter que les investissements à court terme alimentent la volatilité de sa monnaie», a expliqué son vice-premier ministre à Bloomberg.

Les Etats-Unis, premiers actionnaires du FMI, avaient appelé l'institution à revoir la procédure qui permet de rappeler à l'ordre un pays dont la monnaie est manifestement et délibérément sous-évaluée. Trop verrouillée, cette procédure est actuellement quasi inutilisable à l'heure où de nombreux Etats membres accusent la Chine, de favoriser ses exportateurs avec un yuan maintenu à un niveau très faible. A nouveau mises sous pression, les autorités chinoises ont résisté et répété qu'elles se tiendraient à une réévaluation «graduelle» de la valeur du yuan «pour éviter les troubles sociaux».

Interrogé sur le peu de résultats de la réunion, Dominique Strauss-Kahn, le directeur général du FMI, a affirmé ne pas être «déçu». Selon le Français, «il nous faut améliorer notre surveillance systémique et nous le ferons. Le fait qu'il y ait eu beaucoup de bruit autour signifie que nous devons accélérer», a-t-il ajouté. Il a préféré souligner le progrès de l'intégration, aux traditionnels rapports annuels sur

l'économie des pays membres, d'éléments sur les conséquences de leur politique économique sur les autres pays. Ce qui peut inclure les effets collatéraux d'un maintien à un bas niveau du yuan. Il a également expliqué qu'il s'impliquerait personnellement dans les rapports concernant les plus grandes économies de la planète. Surtout, pour le responsable, le terrain est désormais prêt pour des progrès lors du prochain sommet du G20, en novembre à Séoul.

**LE TEMPS** © 2009 **Le Temps SA**